

ALTERNATIVE Police CFDT

47-49 avenue Simon BOLIVAR 75019 PARIS

2 : **01.80.49.66.87** - **1** : <u>secretariat@alternativepn.fr</u> <u>www.alternativepn.fr</u>

Paris, le 19 janvier 2024



Jeux Olympiques 2024 Vers une désorganisation de la Police Nationale ?

A six mois des jeux olympiques 2024, les policiers sont particulièrement inquiets de n'avoir aucune information tant sur l'organisation de leur vie de famille que sur leur implication sur le dispositif de sécurité.

Si les policiers répondront présents pour assurer la sécurité des français et des touristes pour cet évènement international pour lequel l'image de la France sera sur le devant de la scène, il est primordial d'éviter une désorganisation de la police nationale!

- Alors que des discussions et des négociations sont actuellement en cours avec le Ministre de l'Intérieur
- Alors que des réponses partielles ont été apportées sur la question des congés, de la garde des enfants et de la prime de mobilisation pour les policiers
- Alors qu'un budget de 500 millions d'euros semble annoncé pour des mesures catégorielles
- Alors que le Ministre de l'Intérieur doit faire des annonces complémentaires par des mesures concrètes pour rassurer les policiers.

ALTERNATIVE Police découvre avec stupéfaction un message adressé à tous les services de police, à la demande du Directeur Général de la Police Nationale, afin de demander à la Direction Nationale de la Police Judiciaire (DNPJ) des volontaires, policiers d'investigation, pour assurer en renfort à Paris des missions de voie publique et d'anticriminalité.

ALTERNATIVE Police s'inquiète et s'interroge sur le détournement des missions de la filière police judiciaire-investigation, actuellement en souffrance, dans une période où le traitement judiciaire des procédures a énormément pris du retard.

ALTERNATIVE Police reste dubitatif sur l'intérêt d'une telle demande dont la conséquence risque d'être la désorganisation des services de police, quand bien même ce renfort serait pour quelques journées.

ALTERNATIVE Police constate que les autorités du ministère de l'intérieur décrètent un dispositif et une organisation de la sécurité des Jeux Olympiques en dehors d'un dialogue social nécessaire afin d'allier la nécessité d'assurer une sécurité optimale et les conditions de vie et de travail des Policiers.

ALTERNATIVE Police attend des explications sur cette démarche qui ne correspond pas aux discussions en cours avec le Ministre de l'Intérieur.

Si les policiers sont au service de la France, ils ne sont pas pour autant pas corvéables à merci!